

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA ALPHAGLASS

3 place de la gare
60960 Feuquières

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\ALPHAGLASS_Arques_070.04138\2_Inspections\2024 10 08 AIR
Code AIOT : 0007004138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement SA ALPHAGLASS implanté ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ALPHAGLASS
- ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques
- Code AIOT : 0007004138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALPHAGLASS, implantée à Arques (62510), fait partie du groupe SAVERGLASS, dont le siège social est à Feuquières (60960). L'usine d'Arques est spécialisée dans la fabrication haut de gamme de bouteilles en verre. Les activités d'Alphaglass sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 11/01/2022. L'établissement relève du régime de l'autorisation. Le site est IED au titre de la rubrique 3330 (Fabrication du verre).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des fréquences d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.2.1.1	Sans objet
2	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 3.2.4	Sans objet
3	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.1.2	Sans objet
4	Transmission des résultats de l'auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le programme d'autosurveillance atmosphérique de l'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral.

Néanmoins, l'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de lui transmettre dans le délai fixé à l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022, les résultats, l'interprétation et les éventuelles actions correctives associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des fréquences d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.2.1.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des rejets atmosphériques	
Prescription contrôlée :	
9.2.1.1.1 Auto surveillance pour la mesure des émissions canalisées	
Les mesures portent sur le rejet à la cheminée du bâtiment de fusion après traitement d'épuration :	
Paramètre (*)	Fréquence
Débit	En continu

O ₂	Mensuelle
Poussières	En continu, soit directement, soit par le suivi d'un ou plusieurs paramètres représentatifs du bon fonctionnement du système de traitement. Dans ce dernier cas, l'analyse du paramètre est trimestrielle
Oxydes de Soufre (SO _x en éq SO ₂)	En continu, soit directement, soit par le suivi d'un ou plusieurs paramètres représentatifs du bon fonctionnement du système de traitement. Dans ce dernier cas, l'analyse du paramètre est trimestrielle.
Oxydes d'azote (NO _x en éq NO ₂)	En continu
Chlorure d'hydrogène (HCl)	Trimestrielle
HF	Trimestrielle
Ammoniac (en cas de traitement des NO _x en mettant en œuvre)	Trimestrielle (en cas de traitement des NO _x)
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)	Si le flux horaire dépasse 1 kg/h, la mesure en permanence des émissions gazeuses de fluor et composés du fluor est réalisée ainsi que la mesure en permanence des poussières totales. Une mesure journalière du fluor contenu dans les poussières est faite sur un prélèvement représentatif effectué en continu.
Somme de Cd, Hg, Tl et leurs composés (exprimée en Cd + Hg + Tl)	Mesure journalière des émissions sur un prélèvement représentatif effectué en continu si le flux horaire est supérieur à 1 g/h,

	annuelle sinon
Somme d'arsenic, de cobalt, de nickel, de sélénium et de leurs composés (exprimée en As + Co + Ni + Se)	Mesure mensuelle des émissions sur un prélèvement représentatif si le flux horaire total d'arsenic, de cobalt, de nickel, de sélénium et de leurs composés dépasse 5 g/h, annuelle sinon
Somme de As, Co, Ni, Cd, Se, CrVI	Annuelle
Somme d'antimoine, de chrome total, de cuivre, d'étain, de manganèse, de vanadium et de leurs composés (exprimée en Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V)	Mesure journalière des émissions sur un prélèvement représentatif effectué en continu si le flux horaire total dépasse 25 g/h annuelle sinon.
Somme de As, Co, Ni, Cd, Se, CrVI, Sb, Pb, CrIII, Cu, Mn, V, Sn	Annuelle
Composés organiques volatils totaux, exprimés en carbone total (COV Total)	La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des composés organiques volatils (COV), à l'exclusion du méthane, est réalisée si, sur l'ensemble de l'établissement, le flux horaire maximal de COV, à l'exclusion du méthane, exprimé en carbone total, dépasse : 15kg/h dans le cas général ou 10kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées. [...]
Plomb (exprimé en Pb)	Mesure journalière des émissions sur un prélèvement représentatif effectué en continu si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 5 g/h, annuelle sinon.
Somme de formaldéhyde et phénol	Annuelle
Monoxyde de carbone (CO)	Trimestrielle

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (somme des composés suivants : Fluoranthène + Benzo(a) anthracène + Benzo(b) fluoranthène + Benzo (k) fluoranthène + Benzo(a) pyrène + Dibenzo(a,h) anthracène + Benzo(g,h,i) pérylène + Indeno(1,2,3-c,d) pyrène)	Annuel si le combustible utilisé est totalement ou en partie liquide.
H2S	Annuelle
Amines, exprimé en azote	Annuelle

[...]

(*) méthode d'analyse : selon les normes en vigueur et/ou arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Constats :

Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de deux cheminées, l'ancienne cheminée et la cheminée au niveau du four de fusion. Un tuyau est présent à la base de l'ancienne cheminée pour transférer les effluents vers le système d'épuration. Le système d'épuration est constitué d'un envoi de chaux pour abattre les oxydes de soufre, d'un passage dans un électro-filtre pour capter les particules solides (poussières des fumées, chaux) et d'un système « DéNox » avec envoi d'eau ammoniacale pour abattre les oxydes d'azote.

Au niveau de la cheminée se trouve une baie d'analyse permettant de mesurer certains paramètres en continu. Il a été constaté que l'auto-surveillance des paramètres fixés à l'article 9.2.1.1.1 est effectuée comme suit :

- en continu pour le débit, les poussières, les oxydes de soufre (SOx), et les oxydes d'azote (Nox) ;
- trimestriellement pour le chlorure d'hydrogène (HCl), l'acide fluorhydrique (HF), l'ammoniac (NH3) et le monoxyde de carbone (CO) ;
- annuellement pour les différentes sommes de métaux, les composés organiques volatiles totaux (COVt), le plomb (Pb), la somme formaldéhyde et phénol, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), le sulfure d'hydrogène (H2S) et les amines.

Les rapports d'analyse suivants ont été présenté par l'exploitant : l'analyse annuelle 2024 (comprenant le 1^{er} trimestre 2024) a été réalisée du 11/03 au 13/03/2024, l'analyse du 2^{ème} trimestre 2024 a été effectuée les 19 et 20/06/2024 lors du contrôle inopiné mandaté par l'inspection. L'exploitant déclare avoir réalisé l'analyse du 3^{ème} trimestre le 26 septembre 2024. Lors de la visite, le rapport n'était pas encore réceptionné.

Les analyses annuelles et trimestrielles sont effectuées par un organisme agréé, les derniers rapports ont été transmis à l'inspection par courriel le 11/10/2024.

Lors de la visite, l'exploitant n'avait pas transmis sur le site de télédéclaration GIDAF ses rapports mensuels (cf point 4) mais ceux-ci ont été présentés directement pendant l'inspection.

Les flux horaires conditionnant le choix d'une fréquence ont été vérifié à réception des rapports

par l'inspection, il a été constaté les valeurs suivantes :

Paramètres	Fréquence arrêté préfectoral	Flux mesuré
Fluor et composés inorganiques du fluor (exprimés en HF)	Mesure en continu si le flux horaire du HF > 1 kg/h	0,0055 kg/h
Somme Cd + Hg + Tl	Mesure journalière si le flux > 1 g/h sinon annuelle	0,032 g/h
Somme As + Co + Ni + Se	Mesure mensuelle si le flux > 5 g/h sinon annuelle	0,41 g/h
Somme Sb + Cr + Cu + Sn + Mn + V	Mesure journalière si le flux > 25 g/h sinon annuelle	8,6 g/h
COV totaux	Surveillance permanente si le flux > 15 kg/h	50,1 g/h
Plomb	Mesure journalière si le flux > 5 g/h sinon annuelle	0,66 g/h

Les fréquences définies par l'exploitant dans son plan d'auto-surveillance atmosphérique respectent les prescriptions de l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
- à une teneur en O₂ de 8%

Polluants	Concentration en mg/Nm ³	Flux spécifique en g/tv (tonne de verre fondu)	Flux massique en kg/h
Poussières	20	42	0,69
Oxydes de Soufre (SO _x en éq SO ₂) en fonctionnement au gaz naturel	300	630	10,35
Oxydes d'azote (NO _x en éq NO ₂)*	600	1260	20,7
Ammoniac (en cas de traitement des NO _x)	30	63	1,035

C h l o r u r e d'hydrogène (HCl)	20	42	0,345
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)	5	10,5	0,1725
Cadmium (Cd), Mercure (Hg) Thallium (Tl) si le flux horaire est supérieur à 1 g/h	0,1	0,21	0,00345
Somme de Cd, Hg, Tl et leurs composés (exprimée en Cd + Hg + Tl) si le flux	0,1	0,21	0,00345

horaire total est supérieur à 1 g/h			
Somme d'arsenic, de cobalt, de nickel, de sélénium et de leurs composés (exprimée en As + Co + Ni + Se), si le flux horaire total d'arsenic, de cobalt, de nickel, de sélénium et de leurs composés dépasse 5 g/h	3	6,3	0,1035
Somme de As, Co, Ni, Cd, Se, CrVI	1	2,1	0,0345
Somme d'antimoine, de chrome total, de cuivre, d'étain, de manganèse, de vanadium et de leurs composés (exprimée en Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V) si le flux horaire total dépasse 25 g/h	5	10,5	0,1725
Somme de As, Co, Ni, Cd, Se, CrVI, Sb, Pb, CrIII, Cu, Mn, V, Sn	5	10,5	0,1725
C o m p o s é s organiques volatils totaux, exprimés en carbone total (COV Total)	20	42	0,69

Plomb (exprimé en Pb) si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 5 g/h	1	2,1	0,0345
Somme de formaldéhyde + phénol	20	42	0,69
Monoxyde de carbone (CO) si le flux horaire est supérieur à 0,5 kg/h	100	210	3,45
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (somme des composés suivants : Fluoranthène + Benzo(a) anthracène + Benzo(b) fluoranthène + Benzo(k) fluoranthène + Benzo(a) pyrène + Dibenzo(a,h) anthracène + Benzo(g,h,i) pérylène + Indeno(1,2,3-c,d) pyrène) si le combustible utilisé est totalement ou en partie liquide.	0,1	0,21	0,00345

H2S	5	10,5	0,1725
Amines, exprimées en azote	5	10,5	0,1725

[...]

* A compter du 1^{er} septembre 2022, les valeurs limites d'émission relatives aux NOx sont remplacées par les valeurs suivantes :

Oxydes d'azote (NO _x en éq NO ₂) (en présence d'un s y s t è m e d e traitement des NOx	500	1050	17,25
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	------	-------

Constats :

Les rapports présentés et réceptionnés ne font pas apparaître de non-conformité aux valeurs limites d'émissions des paramètres de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022.

Cependant, concernant les paramètres mesurés en continu, l'exploitant a déclaré une problématique à l'inspection sur sa baie d'analyse par courriel le 05/08/2024. L'exploitant déclare avoir détecté une panne sur la baie en date du 02/08/2024 à 18h.

La maintenance est intervenue et a détecté des défauts liés aux débits et à la communication avec la baie. Il a été décidé par l'exploitant de mettre en commande l'achat d'une nouvelle carte électronique et d'un nouveau débitmètre. L'intervention du prestataire était prévu le 26/08/2024 suivant le délai de réception de la commande.

L'exploitant explique que le prestataire est bien intervenu le 26/08/2024 mais ce dernier n'était pas en accord avec le diagnostic de la maintenance du site. Le prestataire a uniquement débouché le conduit de la baie d'analyse. Après l'intervention du prestataire, la baie a fonctionné jusqu'au 30/08/2024. L'exploitant a de nouveau contacté le prestataire pour changement du débitmètre et de la carte électronique. L'exploitant indique que l'intervention a eu lieu le 18/09/2024 et que depuis la baie d'analyse est opérationnelle.

L'absence de valeurs constatée par l'inspection dans les rapports transmis sur le site de télédéclaration GIDAF est concordante avec les dates données par l'exploitant.

L'exploitant déclare avoir mis en place un mode de pilotage dégradé de son système d'épuration lors de la panne de la baie d'analyse. Ce pilotage dégradé consiste à définir le dosage de la chaux et de l'eau ammoniacale dans le système d'épuration des fumées en fonction des productions similaires précédentes. L'exploitant déclare que cela est possible puisque les paramètres de production de verre sont stables .

Il a été constaté sur le terrain, en salle de pilotage du four, la présence du fichier d'enregistrement des paramètres de suivi du four et d'injection d'eau ammoniacale et de chaux. L'exploitant déclare que le fichier est complété et suivi à chaque poste. Par sondage, l'inspection constate qu'il y a bien eu injection d'eau ammoniacale et de chaux à dosage constant lors de la panne de la baie en août-septembre 2024.

L'exploitant déclare qu'il existe une alarme sonore en salle de pilotage du four, doublé d'un appel téléphonique en cas de dépassement des seuils fixés pour le suivi des NO_x et des SO_x. L'exploitant présente sur l'écran de son système de pilotage les seuils qu'il a défini pour le lancement de l'alerte : SO_x 230 mg/Nm³ et NO_x 430 mg/Nm³. L'exploitant déclare avoir choisi des seuils légèrement plus bas que les valeurs d'émissions afin de pouvoir rectifier le dosage d'eau ammoniacale et de chaux avant le dépassement des valeurs d'émissions. (VLE SO_x = 300 mg/Nm³ et VLE NO_x = 500 mg/Nm³)

En conclusion, les rapports présentés ne comportent pas de non respect des valeurs limites d'émissions. Lorsqu'une anomalie de la baie d'analyse survient, l'exploitant en informe l'inspection et il met en place un mode dégradé pour continuer à épurer ses effluents. L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'auto-surveillance

Prescription contrôlée :

9.1.2 Mesures comparatives :

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Constats :

L'exploitant a présenté un tableau comparatif entre ses mesures en continu et les mesures effectuées lors du contrôle inopiné de juin 2024. L'exploitant déclare que les différences de valeurs entre les deux lignes sont normales, les mesures sont réalisés le même jour mais pas au même moment. Exemple par sondage des concentrations :

Paramètres	VLE	Organisme agréé	Exploitant
Concentration poussières (mg/m ³)	20	1,6	2,44
Concentration SO _x (mg/m ³)	300	95	183,20
Concentration NO _x (mg/m ³)	500	391	341,70

<p>L'inspection constate que les valeurs restent inférieures aux VLE. Il apparaît que l'exploitant réalise les mesures comparatives prévues à l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant de communiquer ces mesures comparatives chaque année, leur interprétation et les éventuelles actions correctives conformément à l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022.</p>			
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			

N° 4 : Transmission des résultats de l'auto-surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>9.3.2 Analyse et transmission des résultats de l'auto-surveillance - télédéclaration :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'Environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au Chapitre 9.2 du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au Chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Les résultats des mesures réglementaires du mois N sont saisis sur le site de télé déclaration (GIDAF) du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois N+1, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel.</p> <p>Si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site GIDAF susvisé, il est tenu dans ce cas de transmettre par écrit avant le 10 du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses réglementaires imposées du mois N. Ce rapport devra traiter au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant la visite du 08/10/2024, l'inspection a constaté que l'exploitant ne transmet pas les résultats de son autosurveillance air. Cette exigence réglementaire de son arrêté préfectoral complémentaire du 11/01/2022 avait déjà fait l'objet d'une observation lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 (point de contrôle 4).</p>

Pour palier à cette problématique et faciliter le suivi pour tous, l'inspection propose de créer la structure air sur le site de télédéclaration (GIDAF). Ainsi, l'exploitant et l'inspection auront des e-mails de relance en cas de manquement. L'exploitant accepte de mettre les résultats de son autosurveillance de ses rejets atmosphériques sur le site GIDAF. Le cadre de déclaration "air" a été créé le 08/10/2024. Il a été demandé à l'exploitant de mettre à jour les résultats de son autosurveillance atmosphériques depuis le mois de juin 2024 dans un délai de 15 jours.

L'inspection constate que les déclarations air de juin à septembre 2024 ont été effectuées sur GIDAF en date du 11/10/2024. Les rapports comprennent les paramètres suivi en continu, aucun dépassement n'est constaté.

Type de suites proposées : Sans suite